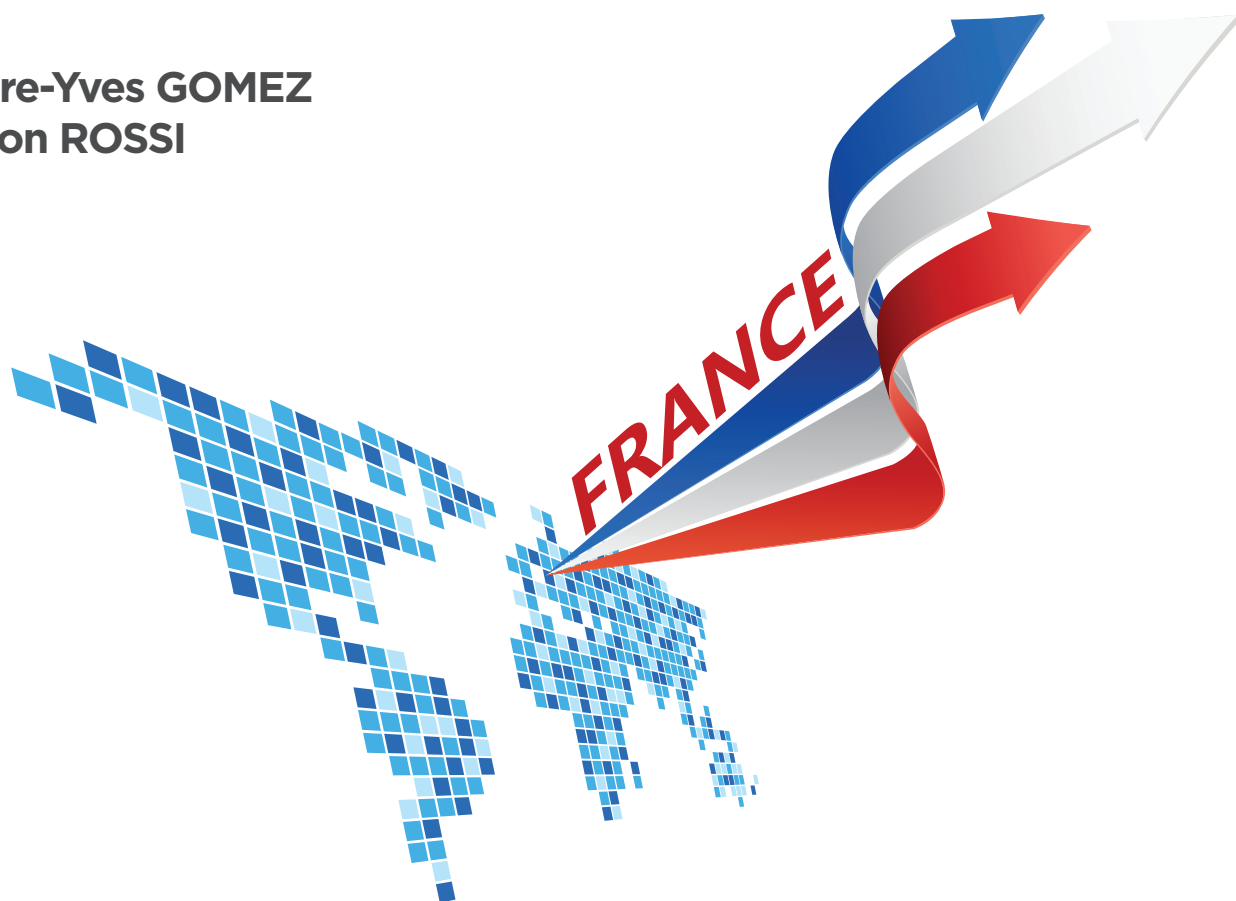


Pierre-Yves GOMEZ
Simon ROSSI



Les grandes entreprises sont-elles (encore) françaises ?

**PREUVES À L'APPUI
N°6**

em
**lyon
business
school**

i.f.g.e.
institut français
de gouvernement
des entreprises

LYON . SHANGHAI . SAINT-ETIENNE . CASABLANCA . PARIS

Cahiers «Preuves à l'appui» en partenariat avec

 **middlenext**

Résumé

-

L'actualité économique pose de manière cruciale la question du lien entre politique nationale et mondialisation. Le rachat de nos grandes entreprises, le déplacement possible de leurs centres de décisions interrogent sur la réalité d'un pouvoir localisé dans un monde globalisé.

Or cette évolution date de plusieurs décennies déjà et les frontières des plus grandes entreprises ne sont plus nationales. D'où la question : les grandes entreprises sont-elles encore françaises ? Ce Preuve à l'Appui apporte des éléments de réponse objectifs. Il met en évidence quatre catégories d'entreprises, des plus nationales aux plus déracinées. Il complète ainsi les précédents Preuve à l'appui qui avaient notamment montré que les 84 plus grandes entreprises françaises ont absorbé 90% des levées de fonds en bourse. Cette captation de l'épargne nationale a-t-elle créé de l'emploi en France ?

Réponse dans ce Preuve à l'appui.

La série Preuves à l'Appui est une publication de l'IFGE, centre de recherche d'**emlyon business school** spécialisé sur le gouvernement des entreprises. Elle est produite en partenariat avec l'Institut de recherche Middenext.

La base GEF/IFGE®

Les analyses de cette note se fondent sur la base de données GEF/IFGE®.

GEF (Gouvernement des Entreprises en France) comprend 783 entreprises cotées différentes qui, soit ont été introduites au SBF 250 entre 1992 et 2010, soit ont été introduites en Bourse durant cette période. La population constitue ainsi un panel représentatif composé de 2/3 d'entreprises moyennes et petites et d'1/3 de grandes entreprises.

Pour toutes ces entreprises, GEF rassemble des données exhaustives pour la période 1992-2010, soit plusieurs dizaines de milliers d'informations :

- Données économiques (activités, ventes, effectifs, internationalisation, recherche & développement, investissements...)
- Données financières (bilans, résultats, performances, structure de financements...)
- Données de gouvernance (actionnariat, direction, administrateurs...)
- Données stratégiques (type de manœuvres stratégiques, organisation interne, filiales...).

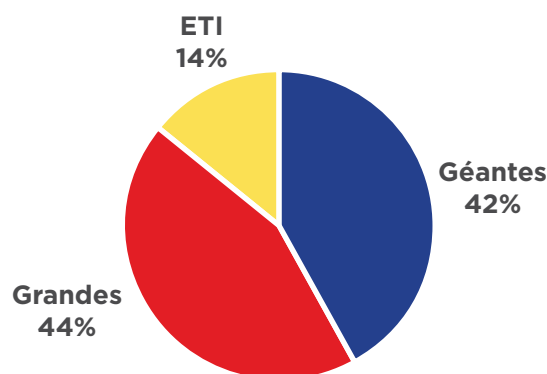
Méthodologie

DEFINITION : le décret n° 1354 du décembre 2008 distingue outre les micro-entreprises, trois catégories d'entreprises :

- Les petites et moyennes entreprises (**PME**) : **moins de 250 personnes** et ayant soit un chiffre d'affaires annuel inférieur à **50 millions** d'euros soit un total de bilan n'excédant pas **43 millions** d'euros.
- Les entreprises de taille intermédiaire (**ETI**) : **moins de 5 000 salariés** et ayant soit un chiffre d'affaires annuel inférieur à **1,5 milliard** d'euros soit un total de bilan n'excédant pas **2 milliards** d'euros.
- Les **grandes entreprises** : **plus de 5 000 salariés** ou un chiffre d'affaires supérieur à **1,5 milliard** d'euros, ou un bilan supérieur à **2 milliards** d'euros.
- L'I.F.G.E. isole une catégorie supplémentaire, les **entreprises géantes**, qui emploient **plus de 25 000 salariés**, ou ont, soit un chiffre d'affaires supérieur à **7,5 milliards** d'euros soit un total de bilan supérieur à **10 milliards** d'euros.

Les analyses de cette note se fondent sur les données portant (pour l'année 2015) sur **99 entreprises du SBF 120** : 85 sont des entreprises cotées de grande taille, dont 42 entreprises géantes (chiffre d'affaires supérieur à 7,5 milliards d'euros) et 43 grandes entreprises (chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard d'euros). Les 14 entreprises restantes sont de taille intermédiaire (ETI, chiffre d'affaires inférieur à 1,5 milliard d'euros) et forment un « échantillon complémentaire ».

Répartition de l'échantillon



Les données analysées ont été principalement extraites des rapports d'activité de ces entreprises et des bases complémentaires.

Il est à noter que :

- Ce cahier ne prend en compte que les entreprises non financières (exclusion d'une vingtaine d'entreprises du SBF 120, dans les secteurs de l'assurance, de l'immobilier, de la banque et des services financiers). Toutefois, les données des plus grandes des entreprises financières sont ponctuellement incluses afin d'analyser leur impact notamment sur l'emploi.
- Les données concernant l'effectif des grandes entreprises ne font pas la distinction entre effectif total en fin d'année, équivalents plein temps ou intérim. Il s'agit donc du nombre de contrats de travail déclaré par l'entreprise.
- L'analyse de l'actionnariat des grandes entreprises ne prend en compte que la nationalité des actionnaires possédant au minimum 1% du capital.
- La taille de l'échantillon varie sur les dix années prises en compte : il comprend 99 entreprises en 2015 mais 84 en 2005. En effet, certaines entreprises du SBF 120 en 2015 sont entrées en bourse entre 2005 et 2015. Aussi, les années antérieures à leur introduction en bourse ne sont pas prises en compte dans l'analyse, faute de données.

Ces limitations statistiques inhérentes à de telles recherches conduisent à devoir être prudent sur l'usage des données et des analyses. Ce sont des tendances générales qui vont être mises en évidence davantage que des chiffres définitifs.

Les grandes entreprises sont-elles (encore) françaises ?

I - Photographie de l'ancrage territorial des 85 premières entreprises françaises (hors financières) en 2015

Cette première partie propose une photographie du degré d'enracinement en France des 85 plus grandes entreprises françaises cotées. Il s'agit de 42 géantes et de 43 grandes entreprises. La photographie proposée est prise pour l'année 2015.

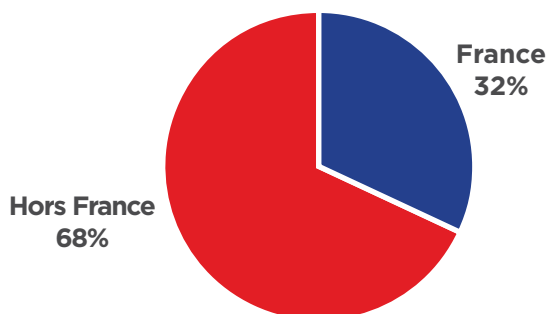
Pour caractériser l'internationalisation de ces entreprises, trois dimensions ont été analysées

- La répartition géographique de l'**effectif** des entreprises.
- La répartition géographique de leur **chiffre d'affaires**.
- La nationalité des **actionnaires** possédant au minimum 1% leur capital.

Effectifs

Les 85 plus grandes entreprises cotées gèrent un effectif total de près de 6,3 millions d'employés, dont 1,8 million en France et 4,5 millions dans le Monde.

Graphique 1. Part moyenne de l'effectif des 85 premières entreprises françaises (hors financières) en 2015



Les 42 entreprises géantes totalisent à elles seules 5 millions de salariés (soit 80% du total), contre 1,3 million pour les 43 grandes entreprises.

Avec près de 1,5 million de salariés en France, les géantes pèsent 5 fois plus dans notre pays que les grandes entreprises.

Tableau 1. Répartition de l'effectif total selon le type d'entreprise en 2015 (en million)

	Géantes	Grandes	Total
France	1 490	321	1 810
Hors France	3 529	952	4 481
Total	5 019	1 273	6 292

On constate que, conformément à « l'effet Gulliver »⁽¹⁾, les géantes « écrasent » les statistiques de l'emploi même par rapport aux grandes entreprises. Pire encore, si l'on ajoutait les effectifs des 6 entreprises financières géantes (exclues de l'échantillon), on obtiendrait 200 000 emplois supplémentaires en France, et 530 000 dans le monde.

En revanche, la proportion des emplois localisés en France est similaire pour les géantes et pour les grandes soit le tiers de leur effectif total (31,7% et 33,1% respectivement).

Chiffre d'affaires

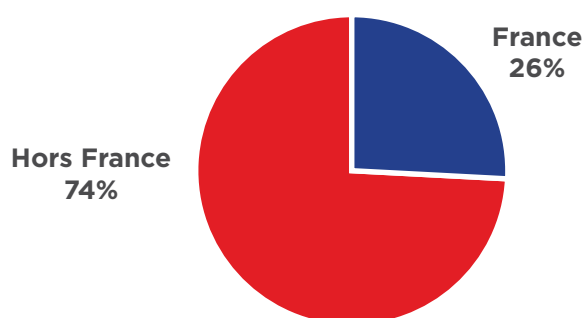
Le chiffre d'affaires cumulé des 85 plus grandes entreprises est de 1473 milliards d'euros, soit l'équivalent de 70% du revenu national brut français. Sur ce total, 398 milliards de chiffre d'affaires sont réalisés en France (l'équivalent de 19% du revenu national) contre 1075 milliards hors de France. En moyenne, sur les 85 entreprises étudiées, un peu plus du quart (26,2%) du chiffre d'affaires est réalisé en France contre 74 % à l'étranger (graphique 2). Dans le détail (tableau 2), une large part de ce chiffre d'affaires global est due aux entreprises géantes, avec 1313 milliards d'euros dont 355 milliards en France. C'est une autre manifestation de « l'effet Gulliver » : à nouveau, les géantes écrasent les statistiques sur le chiffre d'affaires par rapport à toutes les entreprises y compris les grandes.

⁽¹⁾ Pierre-Yves Gomez, « L'effet Gulliver » fausse l'image des sociétés cotées, Le Monde 22/11/2010

Tableau 2. Répartition du chiffre d'affaires selon le type d'entreprise en 2015 (en milliard)

	Géantes	Grandes	Total
France	355	43	398
Hors France	958	117	1 075
Total	1 313	159	1 473

Graphique 2. Part moyenne du chiffre d'affaires des entreprises géantes et grandes réalisé en France en 2015



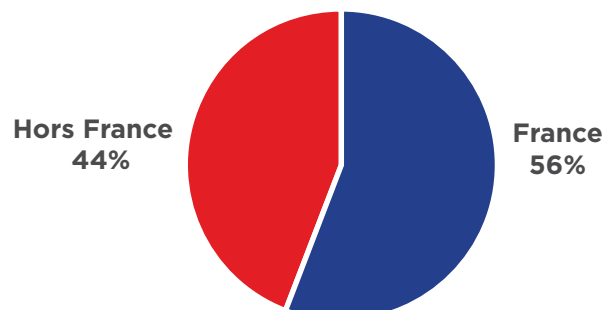
Comme pour les effectifs, la part du marché français des géantes par rapport à leur chiffre d'affaires total est comparable avec celle des grandes entreprises (24,8% et 27,6%).

Actionnariat

Rappel, seuls les actionnaires qui détiennent au minimum 1% du capital des entreprises sont pris en compte ici.

Parmi les 85 plus grandes entreprises françaises, en moyenne plus de la moitié (56,1%) des actionnaires détenant au moins 1% du capital sont français.

Graphique 3. Part moyenne des actionnaires de nationalité française détenant au minimum 1% du capital des entreprises géantes et grandes en 2015



L'actionnariat public détenu via l'Agence des participations de l'État (APE) ou la Banque Publique d'Investissement (Bpifrance) représente en moyenne 4% de l'actionnariat français. Le reste est constitué par des fonds, des investisseurs institutionnels et des particuliers.

L'actionnariat français au-dessus de 1% du capital est plus élevé dans les grandes entreprises, avec une moyenne de 59% contre 53% pour les géantes.

Photographie

Pour les 85 plus grandes entreprises cotées françaises en 2015 :

32% des emplois sont localisés en France

26% du chiffre d'affaires est réalisé en France

56% des actionnaires (détenant au moins 1% du capital) sont français

C'est donc le capital qui maintient le lien le plus fort avec la référence nationale.

Une typologie des entreprises

Les chiffres précédents représentent des moyennes pour l'ensemble des entreprises en 2015.

Nous avons cherché à approfondir en définissant des types d'entreprises selon leur degré d'enracinement dans l'espace national. Pour cela, pour chacune des 85 entreprises, nous avons comparé leurs données sur les effectifs, le chiffre d'affaires et l'actionnariat avec la moyenne de l'ensemble de l'échantillon sur ces mêmes dimensions.

Nous avons obtenu une typologie en quatre profils d'entreprises :

Les nationales : toutes leurs dimensions sont au-dessus de la moyenne de l'échantillon et donc les entreprises sont plus « nationales » que les autres autant en termes d'effectifs que de chiffre d'affaires et d'actionnariat.

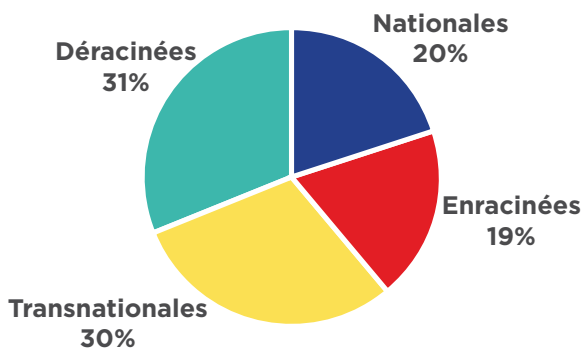
Les enracinées : deux dimensions sur trois sont au-dessus de la moyenne de l'échantillon. Ces entreprises restent donc enracinées dans le terreau français.

Les transnationales : une seule dimension sur les trois est au-dessus de la moyenne de l'échantillon. Encore en lien ténu avec la France, ces entreprises ont pour horizon l'économie mondiale.

Les déracinées : aucune des trois dimensions n'est au-dessus de la moyenne de l'échantillon. Ces entreprises ne sont « françaises » que par des dimensions juridiques ou culturelles.

On obtient pour 2015 la répartition suivante :

Graphique 4. Répartition des entreprises géantes et grandes en 2015 selon leur profil.



En 2015, une large majorité des 85 grandes entreprises cotées (62%) n'ont aucun ou qu'un seul critère au-dessus de la moyenne du groupe : elles sont donc soit transnationales soit déracinées.

Le déracinement des entreprises les plus internationalisées est très avancé (tableau 3) : les 26 entreprises comprises dans ce groupe (dont 17 géantes) ne réalisent en moyenne que 10,3% de leur chiffre d'affaires dans l'Hexagone, et les salariés français représentent moins de 16% de leur effectif total. La nationalité de l'actionnariat distingue aussi les déracinées des autres profils : quand les transnationales semblent encore rattachées à la France avec plus de deux tiers de leur actionnariat de nationalité française (67,8%), cette part chute significativement pour les déracinées, à moins du quart (21,7%). Elles n'ont donc de français, ni l'effectif, ni le chiffre d'affaires, ni le capital.

Tableau 3. Moyenne pour la France des trois critères analysés selon le profil des entreprises en 2015

	Effectif	CA	Capital
Nationale	65,4%	60,0%	80,6%
Enracinée	43,2%	35,9%	67,2%
Transnationale	20,9%	14,1%	67,8%
Déracinée	15,8%	10,3%	21,7%

II - Evolution des entreprises entre 2005 - 2015

Cette deuxième partie étudie l'évolution sur 10 ans des trois dimensions : effectif, chiffre d'affaires et actionnariat. Nous montrerons comment les quatre profils d'entreprises (nationales, enracinées, transnationales, déracinées) ont évolué durant cette période.

Effectif

Les chiffres de l'emploi en France et à l'international doivent être mis en perspective avec l'évolution générale de l'emploi géré par ces entreprises.

Tableau 4. Evolution de l'effectif des entreprises géantes et grandes entre 2005 et 2015

	Total	Dont France
2015	6 291 749	1 810 410
2014	6 262 173	1 799 598
2013	6 057 535	1 755 955
2012	6 101 637	1 826 227
2011	6 073 678	1 891 837
2010	5 809 454	1 871 492
2009	5 660 069	1 866 604
2008	5 842 288	1 928 915
2007	5 655 308	1 897 973
2006	5 411 500	1 890 578
2005	4 856 720	1 795 919

Les effectifs ont augmenté de 30% au total dont 46% à l'international et seulement 1% en France. Les très grandes entreprises n'ont donc pas créé d'emplois nets en France entre 2005 et 2015. Ce sont les grandes entreprises qui ont relativement créé le plus d'emplois en France (+54% en 10 ans) tandis que les géantes ont diminué leurs effectifs nets en France (-6%)

Tableau 5. Evolution de l'effectif des entreprises géantes entre 2005 et 2015

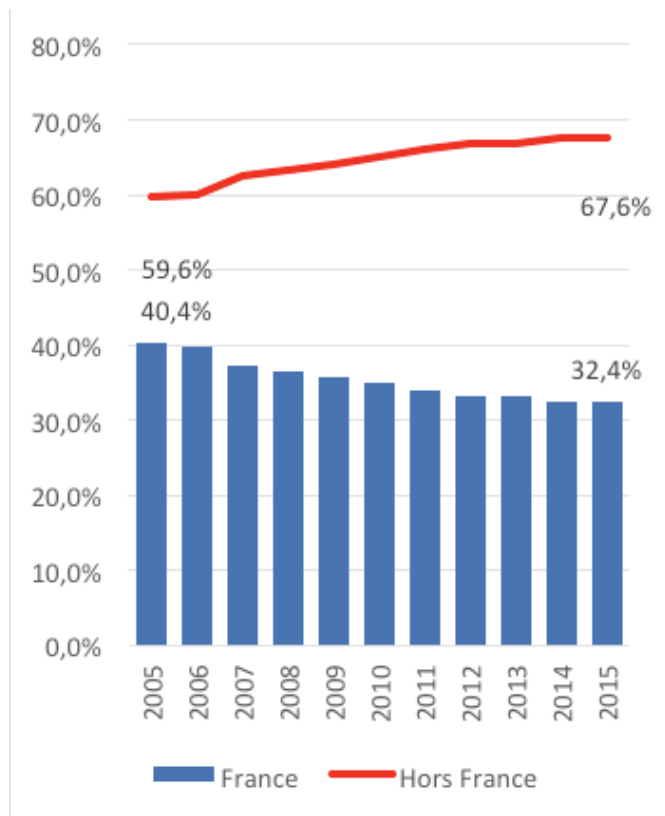
	Total	Dont France
2015	5 018 932	1 489 879
2014	4 981 738	1 491 336
2013	4 973 326	1 516 820
2012	5 046 484	1 590 582
2011	5 070 293	1 660 732
2010	4 843 892	1 645 733
2009	4 747 004	1 641 916
2008	4 913 321	1 695 851
2007	4 760 257	1 668 223
2006	4 549 847	1 653 151
2005	4 120 899	1 587 498

Tableau 6. Evolution de l'effectif des grandes entreprises entre 2005 et 2015

	Total	Dont France
2015	1 272 817	320 531
2014	1 280 435	308 262
2013	1 084 209	239 134
2012	1 055 153	235 646
2011	1 055 153	235 646
2010	965 562	225 760
2009	913 065	224 688
2008	928 967	233 065
2007	895 051	229 750
2006	861 653	237 426
2005	735 821	208 421

L'internationalisation des plus grandes entreprises françaises est un phénomène largement antérieur à 2005. L'accroissement de ce phénomène sur l'emploi est clairement observable au cours des dix dernières années :

Graphique 5. Part moyenne de l'effectif des entreprises géantes et grandes en France entre 2005 et 2015



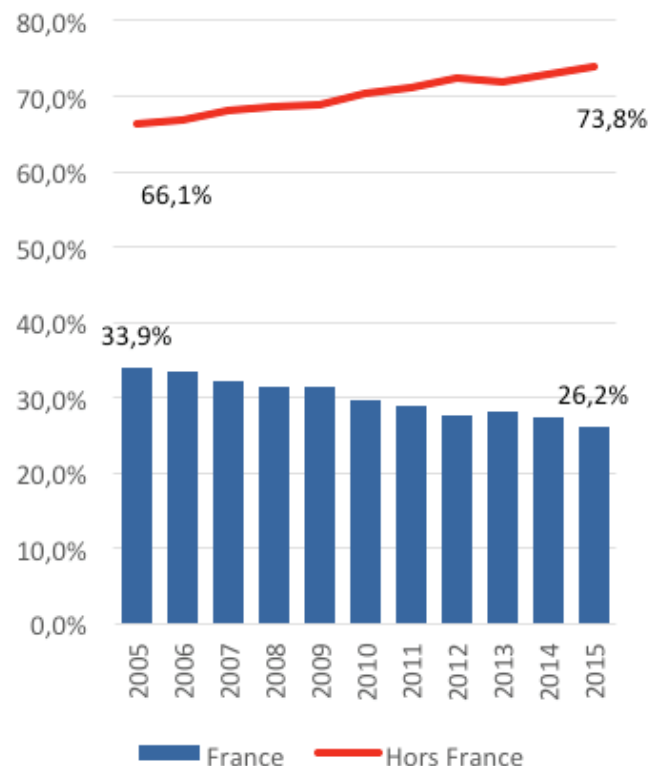
Ainsi, la part moyenne de l'effectif français des entreprises est passée de 40 % en 2005 à moins de 33% en 2015, soit une diminution de 8 points en 10 ans.

L'accélération de l'internationalisation des effectifs a été plus importante pour les grandes entreprises que pour les géantes. En effet, la part des emplois en France des grandes entreprises a chuté de 10 points pour les grandes, passant de 43,2% à 33,1%, contre une baisse 6 points pour les géantes.

Chiffre d'affaires

L'accélération de l'internationalisation des grandes entreprises françaises est aussi marquée dans l'évolution comparée des marchés en France et dans le monde (graphique 6).

Graphique 6. Part moyenne du chiffre d'affaires des entreprises géantes et grandes réalisé en France entre 2005 et 2015



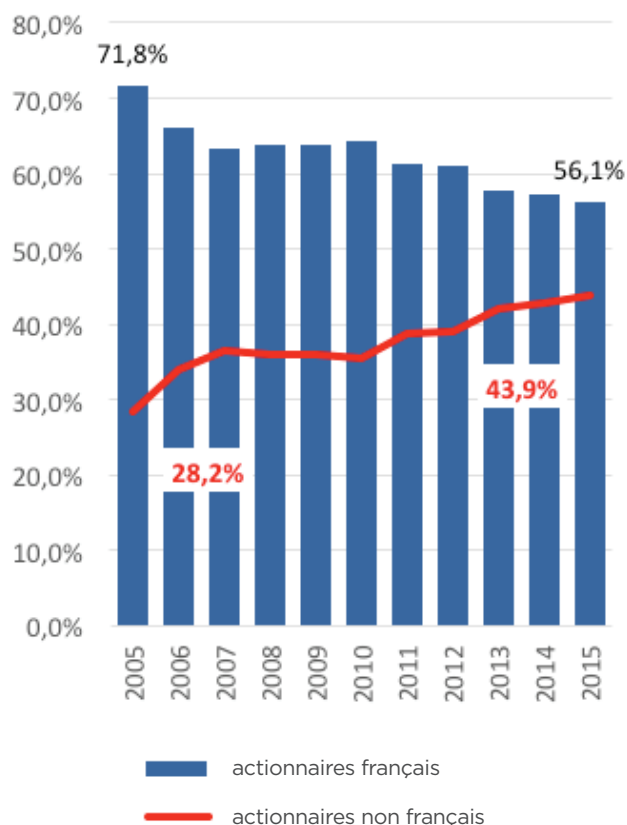
La part moyenne du chiffre d'affaires réalisé en France a diminué de 8 points, passant de 34% en 2005 à 26% en 2015.

La baisse est cette fois-ci plus importante pour les entreprises géantes que pour les grandes. En effet, la part moyenne des ventes réalisées en France par les entreprises géantes a baissé de 9 points, passant de 34% en 2005 à 25% en 2015 ; chez les grandes entreprises, cette baisse est de 7 points en dix ans.

Actionnariat

Dans la première partie, l'analyse de la seule année 2015 montrait qu'en moyenne une majorité des actionnaires détenant au minimum 1% du capital était de nationalité française, même si elle était courte (56%). Cependant, la tendance au cours des dix dernières années est allée vers une baisse forte de cette part. Ainsi, l'internationalisation des grandes entreprises françaises et des géantes s'est aussi accélérée du point de vue de leur capital.

Graphique 7. Part moyenne des actionnaires détenant au minimum 1% du capital des entreprises géantes et grandes entre 2005 et 2015



La part des actionnaires étrangers détenant au minimum 1% du capital des plus grandes entreprises françaises a augmenté de 16 points en dix ans, passant de 28% en 2005 à 44% en 2015. Alors que 72% de ces actionnaires était français en 2005, ils ne sont désormais que 56%. Le désengagement de l'Etat actionnaire n'explique qu'en partie seulement ce repli.

La diminution de la part moyenne des actionnaires français a été la plus prononcée pour les entreprises géantes : elle a chuté de quasiment 18 points entre 2005 et 2015, contre une baisse de 13 points pour les grandes entreprises.

Evolution du profil des entreprises

Au cours des 10 dernières années, la répartition des entreprises identifiées selon les quatre catégories – nationales, enracinées, transnationales et déracinées – reste relativement stable (graphique 8).

L'évolution est essentiellement marquée par une diminution relative des transnationales au profit des déracinées.

Graphique 8. Evolution des entreprises géantes et grandes entre 2005 et 2015 selon leurs profils (moyennes mobiles des effectifs, du chiffre d'affaires et de l'actionnariat)

Lecture : 20% des entreprises sont nationales en 2015 en prenant les moyennes des effectifs, chiffre d'affaires et actionnariat de l'année 2015. Elles étaient 21,1% en 2005, en prenant les chiffres moyens de 2005.

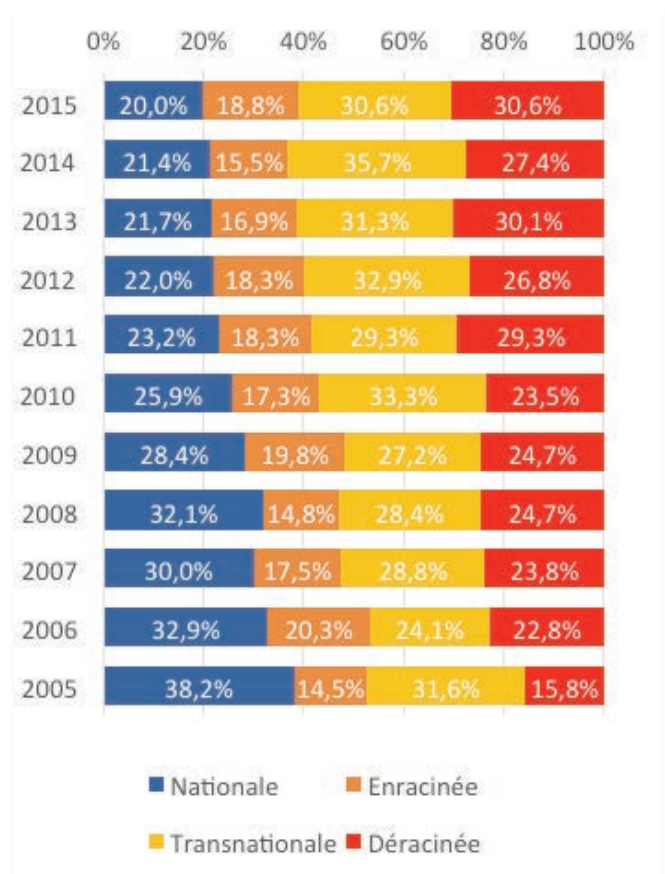


Comme le montrent les analyses précédentes, cette stabilité apparente ne doit pas masquer une évolution de fond : pour chaque dimension (effectifs, chiffre d'affaires, actionnariat), les entreprises sont classées par rapport à la moyenne des entreprises. Or cette moyenne mobile évolue avec le temps comme nous l'avons constaté précédemment : on assiste à une diminution de la part française des effectifs, du chiffre d'affaires et de l'actionnariat. En conséquence, les entreprises transnationales et déracinées sont de plus en plus déterritorialisées, mais les nationales et les enracinées sont, elles aussi, de moins en moins liées à la France.

C'est ce que montrent les données si on classe les entreprises en utilisant, non la moyenne mobile pour l'effectif, le chiffre d'affaires et l'actionnariat, mais la moyenne observée en 2015.

Graphique 9. Evolution des entreprises géantes et grandes entre 2005 et 2015 selon leurs profils (base : moyennes année 2015 des effectifs, du chiffre d'affaires et de l'actionnariat)

Lecture : 20% des entreprises sont nationales en 2015. Si on prend comme base la moyenne des effectifs, chiffre d'affaires et actionnariat de l'année 2015 aux années précédentes, elles représentent 38,2% en 2005

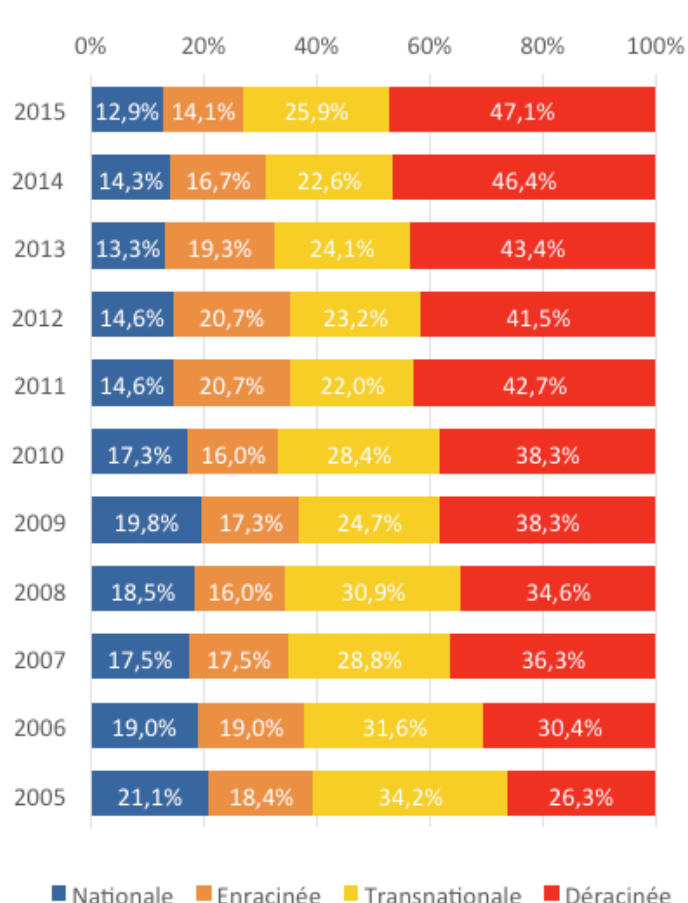


On voit alors nettement la diminution de la part des entreprises nationales au profit des déracinées.

On repère une dynamique comparable et encore plus accusée si, cette fois, on prend 2005 pour année de référence : les nationales sont passées de 21% à 13% quand les déracinées ont vu leur part passer de 26% à 47% !

Graphique 10. Evolution des entreprises géantes et grandes entre 2005 et 2015 selon leurs profils (base : moyennes année 2005 des effectifs, du chiffre d'affaires et de l'actionnariat)

Lecture : 21,1% des entreprises sont nationales en 2005. Si on prend comme base la moyenne des effectifs, chiffre d'affaires et actionnariat de l'année 2005 pour les années suivantes, elles représentent 12,9% en 2015



On voit alors nettement la diminution de la part des entreprises nationales au profit des déracinées.

On repère une dynamique comparable et encore plus accusée si, cette fois, on prend 2005 pour année de référence : les nationales sont passées de 21% à 13% quand les déracinées ont vu leur part passer de 26% à 47% !

Le film

Pour les plus grandes entreprises cotées françaises :

- Les emplois localisés en France sont passés de **40%** à **32%**
- Le chiffre d'affaires réalisé est passé France de **34%** à **26%**
- Les actionnaires français (détenant au moins 1% du capital) sont passés de **72%** à **56%**

III - Qu'est qu'une (grande) entreprise française ?

Qu'est ce qui permet de qualifier de « françaises » des entreprises dont la localisation en France de leur production, de leur chiffre d'affaires et de leur actionnariat est décroissante ?

Se pose la question de leur espace stratégique en adéquation avec celui de la communauté nationale. Les structures de gouvernement de ces entreprises semblent l'ultime détermination de leur inscription dans cette dernière : en dehors de raisons économiques, c'est de la volonté des décideurs que dépendra la prise en considération des intérêts « français » dans leur stratégie globale.

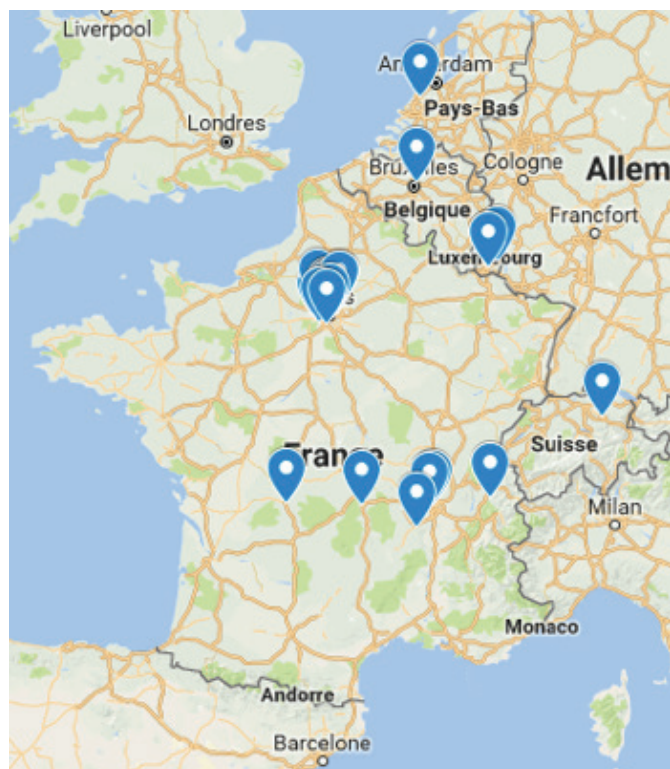
Nous avons vu que l'actionnariat (détenant au moins à 1%) est encore majoritairement français bien que déclinant. Nous analysons deux autres dimensions de la gouvernance : l'implantation des sièges sociaux et la nationalité des dirigeants.

Implantation des sièges sociaux

Elle permet de situer les entreprises dans un territoire et de les relier à des instances politiques localisées. En ce sens elles inscrivent les décideurs stratégiques dans un écosystème.

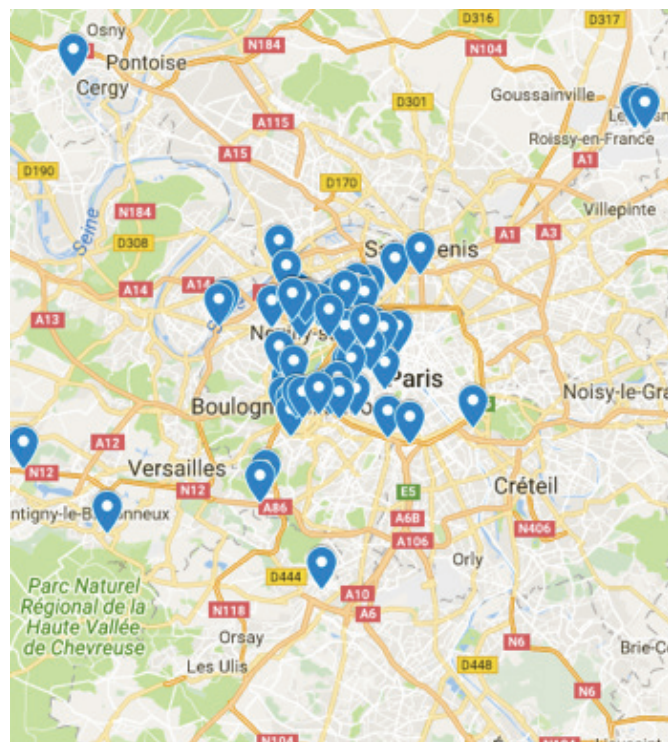
Pour les 85 entreprises étudiées, 80 ont établi leur siège social en France et 5 dans un autre pays européen - aucune hors d'Europe. Tropisme mettant en évidence l'hypercentralisation française, pour les 80 sièges sociaux français, 6 se situent en régions et 74 en région parisienne.

Carte 1. Implantation géographique des sièges sociaux



Concentration exacerbée, la quasi-totalité des sièges sociaux se situe dans l'ouest parisien.

Carte 2. Implantation géographique des sièges sociaux parisiens.



L'écosystème de gouvernance joue donc dans un espace étroit dans lequel s'intègrent les grands ministères de la République et les dirigeants de la haute administration.

Nationalité des dirigeants

Deuxième dimension retenue, elle permet de mettre en lumière la culture des dirigeants comme ultime lieu d'inscription dans l'espace français. Les travaux précédents de l'IFGE corroborent ceux-ci : la part de dirigeants français ou ayant une double nationalité dans ces grandes entreprises est de 90%, quasi stable entre 2005 et 2015 ⁽²⁾. Les chiffres concernant les administrateurs sont comparables, à 92% et sans évolution significative depuis 10 ans. Les dirigeants et les conseils restent donc français.

⁽²⁾ Preuves à l'appui n°5, Octobre 2014, « Qui sont les patrons français ? Evolution des dirigeants des entreprises cotées, 1992 - 2012 »

Conclusion

Dimensions permettant de localiser une grande entreprise en France

-
Si on intègre l'ensemble des résultats obtenus, nous pouvons conclure que les raisons qui permettent de qualifier une grande entreprise de « française » sont désormais, par ordre décroissante d'importance : la localisation du siège social et la nationalité des dirigeants, loin devant la nationalité de l'actionnariat, les effectifs ou le chiffre d'affaires.

La nationalité française des très grandes entreprises dépend de plus en plus de leurs instances de gouvernance et donc de la volonté de celles-ci d'inscrire ou non l'entreprise dans l'espace politique, économique et culturel français. Ce résultat est décisif pour évaluer le degré de dépendance des politiques publiques et de l'économie française à l'internationalisation des grandes entreprises.

Tableau 4. Moyenne pour la France des dimensions pour les 85 entreprises étudiées

	Dimension	Part de «français» dans cette dimension en 2015
1	Localisation du siège social en France	94%
2	Nationalité de ses gouvernants	90%
3	Part de l'actionnariat français	56%
4	Part de ses effectifs en France	32%
5	Part de son chiffre d'affaires en France	26%

Preuves à l'appui n°6

Quatres idées à retenir

QUATRE PROFILS D'ENTREPRISES

Entre 2005 et 2015, les plus grandes entreprises sont plus ou moins intégrées dans le territoire selon quatre profils : les nationales, les enracinées, les transnationales et les déracinées.

DECLIN DES PROFILS « NATIONAL » et « ENRACINE »

Les transnationales et les déracinées le sont de plus en plus tandis que les nationales et les enracinées le sont de moins en moins.

EVOLUTION DE L'EMPLOIS EN FRANCE

Les plus grandes entreprises ont créé peu d'emplois en France entre 2005 et 2015 par rapport à l'emploi créé dans le reste du monde.

LA GOUVERNANCE FAIT LE LIEN AVEC LA NATION

Les plus grandes entreprises restent (encore) françaises moins du fait de leurs activités et de leurs stratégies que de leurs sièges sociaux et de leur gouvernance.

em
lyon
business
school

i.f.g.e.
institut français
de gouvernement
des entreprises

A propos de l'I.F.G.E

Institut Français de Gouvernement des Entreprises emlyon business school

Fondé sur des travaux engagés à emlyon business school depuis 1996, l'Institut Français du Gouvernement des Entreprises (I.F.G.E) a pour vocation de développer la recherche sur le gouvernement d'entreprise dans le cadre européen et de la mettre au service de la société.

L'I.F.G.E s'inscrit dans la recherche fondamentale organisée dans un Centre de Recherche accueillant 21 chercheurs français et internationaux qui produisent régulièrement des ouvrages, des thèses et des articles sur le sujet. Cette recherche s'appuie en particulier sur la base de données GEF/IFGE®. L'I.F.G.E est aussi un acteur du débat public sur la gouvernance dans les médias et les lieux d'échange d'opinion. Le savoir accumulé est diffusé dans des programmes de formation de haut niveau, notamment le certificat « administrateur de société » créé en 2004.

Membre fondateur du European Corporate Governance Group, l'Institut est promoteur d'un gouvernement des entreprises fondé sur le sens des responsabilités partagées et la recherche du bien commun.

www.ifge-online.org

Contact : Elisabeth Gelas - gelas@em-lyon.com

A propos de L'Institut de recherche MiddleNext

MiddleNext est l'association professionnelle française indépendante représentative des valeurs moyennes cotées.

Créée en 1987, MiddleNext fédère et représente exclusivement les sociétés cotées sur Euronext et Alternext, tous secteurs d'activité confondus.

MiddleNext préside le Smaller Issuers Committee d'EuropeanIssuers, première association européenne qui promeut les intérêts des sociétés cotées en Bourse.

L'Institut de Recherche MiddleNext a pour vocation d'encourager la recherche et la production d'information sur les entreprises moyennes et petites. L'Institut de Recherche reçoit le soutien de BDO, de Financière de l'Echiquier et de fonds privés.

www.middlenext.com

Contact : Caroline Weber - c.weber@middlenext.com

Les cahiers “Preuves à l'appui”

Cahier N°1 - Janvier 2012 : Le grand décrochage. Comment les entreprises géantes déforment la Bourse.

Cahier N°2 - Février 2012 : Pourquoi sort-on de la Bourse ?

Cahier n°3 - Octobre 2012 : 20 ans d'évolution des conseils d'administration en France 1992-2010.

Cahier N°4 - Mai 2013 : 20 ans de distribution de dividendes en France 1992-2011.

Cahier N°5 - Octobre 2014 : Qui sont les patrons français ? Évolution des dirigeants des entreprises cotées 1992-2012.

Cahier N°6 - Novembre 2017 : Les grandes entreprises sont-elles (encore) françaises ?

Les cahiers **Preuves à l'appui** diffusent les données disponibles sur les entreprises à partir de la base GEF/IFGE®. Ils proposent des interprétations sur des évolutions économiques de ces 20 dernières années à partir des entreprises, ce qui permet de renouveler le regard sur ces sujets.

Grâce au partenariat avec l'**Institut de Recherche MiddleNext**, ces cahiers sont mis gratuitement à disposition des enseignants-chercheurs, des médias et du public.

Téléchargez les cahiers sur www.ifge-online.org ou sur www.middlenext.com

CAMPUS emlyon business school

LYON-ECULLY

23 avenue Guy de Collongue
CS 40203
69134 Ecully cedex - FRANCE
em-lyon.com

SHANGHAI

Asia Europe Business School
155 Tan Jia Tang Road
Minhang District
Shanghai 201199 - REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
www.em-lyon.com.cn

SAINT-ETIENNE

51 cours Fauriel
CS 80029
42009 Saint-Etienne cedex 2 - FRANCE
bba.em-lyon.com

CASABLANCA

Marina de Casablanca
20000 Casablanca - MAROC
casablanca.em-lyon.com

PARIS

15 boulevard Diderot
75012 Paris - FRANCE
paris.em-lyon.com

 Visit our campuses on google street view

@emlyon



affiliated to



ambassador

